MAIRIE DE MONESTIER

CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE du vendredi 07 janvier 2022

L'an deux mille vingt-deux, et le sept janvier à dix-huit heures, le Conseil Municipal de la commune de Le Monestier régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Madame Lory Agnès, Maire.

Etaient présents :

Mesdames FRIER Maurizia – LEROSIER Marion – LORY Agnès

Messieurs BAUDOIN Alexandre – CHABANIS Serge – LACHAND Mathieu – SAUZE Denis

Secrétaire de séance : M. CHABANIS Serge

ORDRE DU JOUR :

- APPROBATION DU COMPTE-RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 2021.
- FORET COMMUNALE : BILAN DE L'ANNEE 2021
- DEMANDE DE SUBVENTION POUR L'AMELIORATION DE LA DESSERTE FORESTIERE EN FORET COMMUNALE.
- ACHAT DE PARCELLE POUR LA FUTURE STEP
- DM N°2 : REGULARISATION CHAPITRE 012
- DIVERS : parrainage élections Présidentielles 2022.

BILAN de l'année 2022 en foret communale

Madame le Maire expose le bilan des dépenses et recettes de l'année 2021 en forêt communale :

Cette année on observe que les coupes de bois ont été particulièrement importantes notamment à cause du report de certaines coupes 2020 sur 2021 (« bourrelet » de coupes). Conformément au plan de gestion, des bois ont été prélevés sur les parcelles 10, 18, 21, 7, 8, 19.

L'expérience de vente de bois façonnés (dit aussi « bord de route ») comme mode de vente alternatif à celui pratiqué d'habitude (bois sur pieds) s'est révélée concluante et devrait être réitérée ; en effet il permet une meilleur valorisation des bois et une rémunération plus importante pour la commune.

Les recettes s'élèvent à 51 170,86 euros.

Côté dépenses, 7089,52 euros ont été consacrées à l'entretien du périmètre sur les parcelles 6, 7, 8, 18, 19.

Madame le Maire conclut en indiquant que si le bilan l'année 2021 est tout à fait positif, il montre à quel point la forêt est importante pour la commune

OBJET : DELIBERATION RELATIVE A UNE DEMANDE DE SUBVENTION POUR LA REALISATION D'UN AVANT-PROJET SOMMAIRE DE DESSERTE EN FORET COMMUNALE

Madame Agnès LORY, Maire du Monestier,

Expose les motifs suivants :

Dans le cadre du développement des projets de desserte forestière, le Département de l'Ardèche soutient la réalisation des avant-projets de création et/ou d'adaptation de desserte forestière complexe, portés par les collectivités, par une aide à l'investissement immatériel.

Les bénéficiaires de cette aide départementale sont les communes et leurs groupements (EPCI, syndicats mixtes, syndicats de communes).

Sont éligibles les dépenses suivantes relatives à la création et/ou la réhabilitation de dessertes forestières complexes : les études préalables et/ou de faisabilité et/ou d'opportunité écologiques, économiques, hydrogéologiques, paysagères...

Dans la limite de l'enveloppe budgétaire disponible et de 2 projets par an, le Département de l'Ardèche pourra intervenir pour un taux de subvention de 60% des dépenses éligibles HT.

Afin d'améliorer son réseau de desserte et la mobilisation des bois, la commune du Monestier souhaite inscrire le projet de desserte forestière « mise au gabarit camion chemin du garde » au dispositif 04.31 du Plan de développement rural permettant de bénéficier d'un taux de subvention de 60%. En amont, la réalisation d'une étude avant-projet doit être réalisée.

~ - ~

Afin de bénéficier d'une aide départementale aux avant-projets de desserte forestière complexe puis d'une aide au dispositif 04.31 du Plan de développement rural pour la réalisation du projet de desserte forestière, après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité des membres présents :

- décide de déposer une demande d'aide au Département de l'Ardèche pour la réalisation de l'étude avant-projet sommaire selon la note technique et le plan de financement présenté ;
- approuve la note technique et le plan de financement présenté ;
- approuve le devis de prestation pour l'étude avant-projet (3780 euros) ;
- sous réserve des conclusions favorables de l'étude avant-projet, décide de déposer une demande d'aide au dispositif 04.31 du Plan de développement rural
- sous réserve de l'attribution d'aide au dispositif 04.31 du Plan de développement rural, décide de réaliser les travaux de desserte forestière et s'engage à prendre en charge la quote-part non couverte par la subvention ;

- donne délégation à la Maire pour déposer une demande d'aide départementale pour l'étude avant-projet puis une demande d'aide au dispositif 04.31 du Plan de développement rural pour la réalisation du projet de desserte forestière ;
- désigne l'ONF pour réaliser les missions ci-dessus ;
- autorise la Maire à signer tout document afférent.

OBJET : ACHAT DE PARCELLES POUR LA FUTURE STATION D'EPURATION (STEP)

Madame le Maire rappelle aux membres du Conseil Municipal l'étude en cours concernant la future station d'épuration du village (projet porté par l'agglomération qui a acquis la compétence « assainissement »). Pour des raisons d'emplacement optimal la nouvelle STEP se situera à proximité immédiate de l'ancien, sur les parcelles A 611 et A 610. Or ces parcelles appartiennent à M. Bruchon René et Bruchon Denise.

Ces derniers sont disposés à les vendre à la Commune, il a été convenu d'en fixer le prix à 30 centimes par mètre carré.

Référence	Surface (m2)	Prix au m2 (euros)	Total (euros)
A 611	3320	40 centimes	1328
A 610	2190	40 centimes	876
MONTANT TOTAL			2204 euros

Madame le Maire indique que l'agglomération sera sollicitée pour apporter à la commune une aide financière à l'acquisition de ces parcelles.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil Municipal :

* **VALIDE** le principe de l'achat des parcelles susnommées au prix convenu.

* **VALIDE** le principe de solliciter l'appui financier de l'agglomération.

* **CHARGE** Madame le Maire de réaliser toutes les opérations nécessaires à la réalisation de cet achat foncier.

OBJET : DM N°2 – Régularisation dépassement chapitre 012 (charges de personnel)

Madame le Maire informe le Conseil Municipal d'une régularisation demandée par la Trésorerie.

Une DM est nécessaire.

Il convient d'enlever 525.06 € au 022 (022) (Dépenses imprévues) et 3 554.41 € à l'article 6419 (013) (Remboursements sur rémunération du personnel) et rajouter 2 690.24 € à l'article 6411 (012) (Personnel titulaire) et 1 389.23 € au 6413 (012) (Personnel non titulaire) comme suit :